

«L'aide sociale n'est qu'une partie de la précarité en Suisse»

Le printemps prochain, **Mathias Reynard** sollicitera un deuxième mandat au Conseil d'Etat valaisan. Ce prodige du progressisme pragmatique vient aussi d'être nommé président de la **CDAS**, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales. En ces temps où la précarité guette toujours plus de familles, quels sont ses remèdes contre la pauvreté?

TEXTE PHILIPPE CLOT - PHOTOS SEDRIK NEMETH

Un excellent remède pour reprendre confiance dans la politique? Passer, par exemple, une heure avec Mathias Reynard. Son parler vrai, son regard franc et son enthousiasme communicatif font du bien. Alors que le renchérissement érode sournoisement le pouvoir d'achat des moins favorisés, un croisé de la cohésion sociale comme lui est plus précieux que jamais. Signe sans doute de cette crédibilité, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS), qui regroupe tous les ministres cantonaux qui s'occupent des Affaires sociales, vient de l'élire comme président.

Dans cette CDAS, vous vous retrouvez avec vos homologues des 25 autres cantons. On peut imaginer que vous y vérifiez une grande diversité dans la manière d'aborder les dossiers sociaux. Ces différences sont-elles bel et bien énormes entre, par exemple, un demi-canton d'Appenzell et un canton latin?

C'est cela, la beauté de la Suisse. Ce sont ces différences culturelles, notamment. Mais elles sont aussi relatives. Il se trouve qu'un conseiller d'Etat appenzellois a justement la même sensibilité que moi et qu'il développe les politiques sociales dans son demi-canton! A l'inverse, il peut y avoir un ministre d'un canton urbain qui sera très préoccupé par les montants financiers en jeu. C'est une des forces de ce pays de fonctionner avec 26 cantons, 26 petits laboratoires. Cela nous permet d'observer ce qui se fait ailleurs et de nous en inspirer. J'ai moi-même mis en place en Valais certaines pratiques en politique sociale que j'avais vues dans d'autres cantons.

Et vous-même, pourriez-vous inspirer d'autres cantons?

Oui, par exemple avec l'accès aux soins dentaires. Rappelons que, selon la LA-Mal, les dents ne font pas partie du corps, en quelque sorte, puisqu'elle ne prévoit pas de financer les factures de dentiste. Nous avons mis sur pied un système pour permettre aux populations les

plus fragiles d'avoir accès à ces soins. Nous sommes le premier canton de Suisse à l'avoir fait. Comme quoi un canton moins urbain peut être à la pointe et proposer des solutions innovantes.

Est-ce plus important que jamais pour les cantons de former un front uni face à une Confédération qui ne pense plus qu'à économiser et donc à se désengager financièrement?

Tout à fait. Avec le rapport Gaillard qui préconise des coupes drastiques et la volonté du Conseil fédéral d'économiser un peu partout tout en augmentant massivement le budget de l'armée, les cantons peuvent porter un message commun. La Confédération veut par exemple couper dans le forfait d'intégration des réfugiés. C'est un exemple de report pur et simple sur les cantons. Face à cette évolution dangereuse, les couleurs politiques respectives des ministres cantonaux n'ont plus guère d'importance. Nous sommes toutes et tous unis pour nous défendre face à ces mesures d'économies parfois cyniques.

Les affaires sociales regroupent de très nombreux dossiers. Lesquels sont prioritaires aujourd'hui pour vous?

Je ne tiens pas à établir un classement, mais l'actualité dicte certaines priorités. Aujourd'hui, nous faisons face à une crise migratoire et cela représente passablement de travail dans le domaine de l'asile. Parallèlement, nous avons une crise du pouvoir d'achat qui a fait revenir au premier plan nos mesures de protection sociale. Nous venons de publier